Numéro 24
Mardi
6 novembre 1979
Prix : 1 F
12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Mesrine : Attention ! Une nouvelle peut en cacher une autre • Elus socialistes : H. Dubedout réélu président - A. Laignel secrétaire général • François Mitterrand : l'union au banc d'essai dans les municipalités de gauche • Alsthom au 41e jour de lutte : une grève pour la dignité • La charge du Tricastin : manifestation cet après-midi • Centrafrique : Patassé en prison

La mort d'un gangster

Attention ! Une nouvelle peut en cacher une autre. Ainsi va le train de l'actualité. La mort d'un gangster est venue remplacer sur le devant de la scène, les jeux d'ombres qui s'y déroulaient.

Ceux-ci ne s'en poursuivent pas moins. Mais désormais en coulisses et non plus sous l'éclairage violent des projecteurs. Est-ce pour maintenir cette affiche du théâtre du crime qu'un procureur, général et complaisant, a complaisamment livré à la presse les enregistrements saisis chez Mesrine ? Contrairement à tous les usages. Et même aux règles en usage.

Danse macabre

N'agirait pas autrement qui voudrait cultiver « le fait Mesrine ». Pour l'exemple ? Ou pour entretenir la diversion ? Au point que certaines rédactions, dont celle d'Europe n° 1, ont refusé de danser cette danse macabre. Tandis que France-Inter diffusait, sans murmure ni mesure, pour l'édification de ses auditeurs, les confidences postumes du truand à sa compagne.

Quand on pense qu'il y a peu de jours encore, cette même station nationale mêlait sa voix au faux débat sur la déontologie de l'information !

Mauvais procès, inventé pour la circonstance politique. Avec démonstration par l'absurde. Et renvoi pour cause de ridicule.

Le vrai débat, lui, n'a pas eu lieu. Mais il faudra bien qu'il s'ouvre. La mise en cause par Robert Boulin lui-même de « ses amis politiques » interroge bien ses amis politiques. Ils ne peuvent se borner à répondre en posant à leur tour des questions. Ni en procédant par allusion. Ou menaces voilées.

Monsieur de Lipkowski, gaulliste et ami personnel du ministre du Travail, jure que l'état-major du R.p.r n'est pour rien dans les fuites concernant cette affaire. Mais si ce ne sont pas les gaullistes, quels sont alors les « amis politiques » qui en sont responsables ? Monsieur de Lipkowski « se lèvera pour le dire » promet-il si la campagne scandaleuse continue.

Rien à dire

Le scandale n'est pas de s'interroger et d'interroger. Le scandale est de refuser de répondre. Ou de répondre par une plainte en diffamation contre un journaliste, comme l'a fait le R.p.r. Ou de faire répondre qu'on a rien à répondre, comme le fait l'Elysée depuis un mois. A propos d'une autre nouvelle cachée par toutes les autres.

Georges Fillioud



Photo M.-P. Guéna - C.f.d

épinglé

« Moins on parlera de cette affaire, mieux cela vaudra ».

Maurice Couve de Murville, lundi 5 novembre à Antenne 2 midi, à propos de l'affaire Boulin.

Mitterrand aux élus socialistes :

« Les accords doivent être partout respectés dans les municipalités d'union de la gauche »

« Nous pouvons l'emporter dans les combats futurs »

« Vous êtes, vous, au banc d'essai » a dit François Mitterrand aux élus socialistes, membres de municipalités d'union de la gauche -« Le contrat qui vous engage est de six ans. Il doit être respecté. Après, l'opinion jugera ».

Dans son discours de clôture du Congrès d'Arras (dont nous rendons compte par ailleurs) le Premier secrétaire a beaucoup insisté sur la nécessité de continuer d'appliquer partout les accords conclus lors des élections municipales de 1977 et d'assurer la cohérence de l'action des équipes d'union de la gauche, alors mises en place par la volonté du suffrage universel.

Il a remarqué qu'en dépit des difficultés, volontiers montées en épingle, dans telle ou telle ville, la coopération entre socialistes et communistes était, dans la plupart des cas, confiante et efficace. Cela malgré le développement de la campagne anti-socialiste conduite, sur le plan national, par la direction du P.c ; il a félicité le Congrès d'avoir, à cet égard, donné le sentiment « d'un grand sang-froid »

Pour François Mitterrand, cette attitude est d'une importance déterminante pour l'avenir de l'union « car, c'est du respect des accords dans les municipalités, et de la cohérence de leur action que l'on pourra tirer l'espérance que soit surmontée la crise qu'actuellement nous traversons du fait de l'état major communiste ».

Débattre et décider

Le Premier secrétaire a rappelé d'autre part que les engagements souscrits par les partis de gauche les lient indissolublement devant l'opinion qui leur a fait confiance, « sinon la municipalité vole en éclats, et le peuple de gauche qui a cru en nous, désespère ».

C'est la confiance populaire qui, aux élections de mars 1977, avait donné à la gauche française le plus grand succès de son

(Suite en page 2)

POSITION

Dénoncer le cynisme du pouvoir

Essentiel de la résolution de la F.n.e.r.s Arras - 3 et 4 novembre

Face au pouvoir responsable de la crise, les Elus socialistes sont en première ligne.

Le gouvernement rejette sur les collectivités locales, la charge impossible de réparer les dégâts qu'il provoque. Tous les jours, les Elub sont confrontés à la colère et à l'angoisse des travailleurs privés d'emploi, au mal vivre des familles atteintes dans leur pouvoir d'achat, au sourd désespoir d'une jeunesse que la société n'est plus en état d'accueillir (...).

Les Elus socialistes dénoncent le cynisme d'un pouvoir qui voudrait faire d'eux à la fois les boucs émissaires et les gestionnaires d'une crise dont ils refusent la fatalité.

Ils entendent par contre assumer toutes leurs responsabilités locales malgré les moyens dérisoires qui sont actuellement les leurs.

Jamais en effet, la crise financière des communes n'a été aussi grave, jamais la tutelle aussi contraignante, jamais l'absence de pouvoir économique réel et de maîtrise sur l'investissement local n'a été aussi durement ressentie.

La réforme des collectivités locales proposée par le gouvernement non seulement ne résoud pas ces problèmes mais veut plus encore qu'aujourd'hui contraindre les communes à gérer l'austérité.

Une réforme communale sera vraie quand elle organisera en direction des collectivités locales :

— un transfert massif de moyens financiers à partir de ressources actuellement perçues seulement par l'Etat,

— un transfert massif de compétences vers des structures autonomes capables de les assumer et de garantir un équilibre démocratique entre le pouvoir municipal et la participation des citoyens.

Une réforme communale vraie exige aussi une réforme de l'Etat par une décentralisation hardie. Celle-ci ne peut être effective et efficace qu'au niveau régional. Seules en effet des régions autonomes puissantes et démocratiques pourront dans le cadre d'une planification nationale, permettre aux Elus locaux d'avoir réellement prise sur l'orientation du développement économique, social et culturel et sur l'amenagement du territoire.

Telles sont les orientations contenues dans les cinq propositions de lois que les Parlementaires socialistes vont déposer et que le gouvernement actuel refuse. (...)

Dans l'immédiat, et dans la vie quotidienne des jours et des mois à venir, l'action des Elus socialistes portera en priorité sur :

— L'obtention de moyens financiers par : le rattrapage des insuffisances de la D.G.T. 79 ; l'augmentation minimum de 15% pour chaque commune de la D.G.F. 80 ; le remboursement intégral de la T.v.a y compris celle payée sur les dépenses de fonctionnement ; le remboursement des dépenses engagées par les communes au titre des indemnités de logement des enseignants ; le refus d'une fiscalite locale défavorisant les collectivités locales au profit des entreprises et de l'etat.

— Le refus de transferts autoritaires ou masqués en matière : de contingents d'aide sociale ; de gestion hospitaliere ; de transports ; de forfaits d'externat au profit des écoles privées.

— La lutte contre le démantèlement du service public notamment en milieu rural qui sous prétexte d'aménagement du territoire et de frein à l'exode rural prépare la confiscation des activites administratives ordinaires des mairies au profit d'antennes polyvalentes sous le contrôle de l'autorité préfectorale.

Viennent ensuite les propositions d'actions de la FNESR, qui d'une part, visent a renforcer la coordination des instances aux différents niveaux et la formation politique des élus ; et d'autres parts, a procéder par voix d'intervention ponctuelle à la réalisation des principes contenus dans les propositions de loi.

Pour les élus socialistes, ces actions s'intègrent dans une offensive d'ensemble contre le pouvoir ; c'est pourquoi :

— ils développeront constamment leur soutien aux luttes des salariés pour leur droit de vivre décider et travailler au pays,

— ils s'attacheront à accroître la démocratie locale, instrument essentiel d'une victoire politique

— ils seront fidèles à l'union de la Gauche, contrat passé devant la population, approuvé par elle en 1977 et sans cesse renouvelé depuis.

Plus que jamais, l'union de la Gauche face à la droite est la seule stratégie efficace. A cet égard, les Elus socialistes rappellent solennellement leur attachement aux principes de la solidarité de gestion, base du contrat municipal. Les Elus socialistes minoritaires dans les municipalités à direction communiste voteront le budget présenté par le Maire. Ils attendent la même loyauté des Elus communistes dans les municipalités à direction socialiste, sous peine de se placer par abstention ou vote contre, en situation de retrait de délégation.

De plus, les Elus socialistes s'inquiètent des conséquences difficilement maîtrisables au niveau local qu'entraînerait la poursuite par le P.c.f de campagne de dénigrement systématique et de comportement dangereusement agressif vis-à-vis de militants socialistes. Face à l'aggravation constante de la crise, face au durcissement de la tutelle des préfets, agents électoraux chargés de verrouiller la démocratie locale pour contenir la montée des mécontentements populaires et préparer la campagne présidentielle du pouvoir, le Congrès invite les Elus socialistes :

— à ouvrir sur tous les terrains des espaces nouveaux de liberté,

— à s'engager sans réserve au côté du candidat du Parti socialiste dans le combat des présidentielles dont l'issue sera essentielle pour changer la vie, notamment en organisant avec le Parti socialiste une manifestation d'ampleur nationale permettant un bilan global des gestions socialistes municipales, départementales et régionales.

— à associer activement la population au combat politique et idéologique des socialsites pour que chacun puisse vivre, travailler et decider au pays dans une societé plus juste, plus libre, plus égale et plus fraternelle.



Photo M.P. Guéna - C.f.d

Mitterrand aux élus

(suite de la première page)

histoire en lui délégant la gestion de plus des deux tiers des villes de plus de 30 000 habitants. Il faut donc faire preuve, pour assumer en commun les responsabilités qui nous ont été ainsi conférées, de «compréhension et de rigueur». Cela signifie qu'il faut débattre et décider démocratiquement, puis agir solidairement. «Lorsque le débat a eu lieu, la décision est à prendre. Et lorsque la décision est prise, elle doit être appliquée. Par tous».

Là, où les communistes sont minoritaires, ils doivent s'incliner devant la règle commune et notamment voter le budget présenté par le maire socialiste. Sinon, la rupture de la solidarité ne peut qu'entraîner la rupture de la majorité et le retrait des délégations consenties au groupe minoritaire.

La même règle vaut dans la situation inverse : «Lorsque vous êtes minoritaires - a dit François Mitterrand aux élus socialistes - et lorsque la décision est prise, soyez les premiers à l'appliquer». «Partout, marquez votre présence et votre détermination, mais sachez dépasser les difficultés que toute société humaine comporte... Faites en sorte que tous se trouvent à l'aise parmi nous».

En prononçant ces mots, le Premier secrétaire pensait autant aux relations entre socialistes et communistes qu'aux courants qui traversent le P.s et qui se sont si peu marqués au Congrès d'Arras qu'un accord général est intervenu et que toutes les décisions ont été adoptées à l'unanimité.

Agir sur le terrain

François Mitterrand a ensuite tracé quatre directions principales pour l'action des élus socialistes et de leur fédération : décentralisation ; formation ; action culturelle ; énergies nouvelles et protection de l'environnement. Sur ce dernier point, il a proposé l'élaboration de plans d'intervention comportant des mesures concrètes, pouvant être mis en œuvre très rapidement, partout où les socialistes exercent un pouvoir local : dans les huit Régions où ils sont majoritaires, dans les Conseils généraux et les villes à majorité socialiste.

Après avoir cité l'exemple de la Région Bourgogne - où Pierre Joxe vient d'être élu Président - qui a pris l'initiative d'accorder une aide financière aux communes recourant aux énergies douces, le Premier secrétaire a demandé «que toutes les collectivités à direction socialiste prennent des initiatives de ce genre». «Nous sommes en mesure de le faire - a-t-il dit - n'attendez pas que l'Etat agisse, car il ne fera presque rien. Nous prouverons, nous, le mouvement en marchant. Il faut que dans les six mois qui viennent, partout où nous sommes présents, l'action sur le terrain soit engagée».

François Mitterrand a ensuite lancé un appel aux socialistes : «Nous pouvons l'emporter dans les combats futurs. Soyez partout les interprêtes de la volonté populaire. Notre parti est en mesure de représenter le peuple de gauche. Il a une Histoire, il a un programme, il aura bientôt un Projet».

«Toute notre Histoire est celle de la liberté» a-t-il dit, en relevant que c'est bien là l'inspiration principale du «projet de Projet» qui va être sousmis aux militants : la démarche du socialisme est celle de la Liberté».

Congrès des élus socialistes à Arras : « Approfondir et enraciner le socialisme »

« De nouveaux espaces de liberté avec les élus socialistes » : c'est sous cette banderole tendue sur toute la largeur de la salle des sports d'Arras que s'est déroulé samedi et dimanche le Congrès de la Fédération nationale des élus républicains. Une réunion dominée par une préoccupation : la discussion qui se déroule actuellement au Parlement sur le projet gouvernemental de réforme des collectivités locales et la réponse des socialistes à ce projet.

D'entrée de jeu, Marcel Debarge, Secrétaire national aux Collectivités locales donnait le ton de la réunion : « Ce Congrès des élus n'est pas un congrès de décision politique - ce rôle c'est celui du congrès national de tout le parti : ce congrès-là s'est tenu à Metz et la ligne qui y a été définie est celle du Parti face à l'adversaire qui est la droite, et avec un partenaire qui se conduit bien souvent en ennemi, le Parti a besoin de cohésion et d'union pour mener son combat ». La composition du nouveau bureau élu par les congressistes allait constituer une illustration de cette volonté.

Antoine Blanca, délégué général de la F.n.e.s.r, présenta le bilan de deux années d'activité, caractérisé par l'élargissement de l'audience de la Fédération. Ainsi « Communes de France » qui comptait en 1977 6.000 abonnés en totalise en 1979 près de 11.000.

Léon Fatous, maire d'Arras et trésorier de la F.n.e.s.r, qui avait accueilli les 500 congressistes dans la ville de Robespierre, notait dans son rapport financier que les recettes de la Fédération avaient doublé en 1977 et 1978 en raison de la très forte augmentation du nombre des adhérents.

Le congrès d'Arras a par ailleurs montré que la pratique de l'union de la gauche à l'intérieur des municipalités était un des soucis majeurs des élus socialistes : « Vis à vis du Parti communiste, nous pouvons nous en orgueillir d'avoir rempli notre contrat, déclarait Hubert Dubedout, président de la F.n.e.s.r. Je ne crains pas une consigne de rupture de la part du P.c au niveau des municipalités. Mais en renforçant son harcèlement contre le Parti socialiste au niveau national, le Parti communiste peut provoquer des dérapages au sein des municipalités ».

Se plaçant dans la perspective de la campagne pour les élections présidentielles Hubert Dubedout déclarait : « Dans les deux années à venir notre combat sera très important. Les municipalités sont un terrain privilégié où les socialistes peuvent montrer à la population qu'ils sont des gestionnaires responsables ».

Triple défi

Contre le projet gouvernemental qui accentue le transfert des charges de l'Etat sur le dos des collectivités locales pour, comme le soulignait Marcel Debarge, « faire gérer l'austérité due à une crise pas si fatale que ça par les élus » la F.n.e.s.r doit mettre en place un projet de développement des collectivités et des libertés locales. « Cette charte de l'action de la F.n.e.s.r doit répondre, selon André Laignel, élu Secrétaire général de la Fédération, au triple défi auquel la Fédération des élus se trouve confrontée :

- la remise en cause de la démocratie locale ;
- la prise en charge de la vie quotidienne ;
- l'approfondissement et l'enracinement du socialisme ».

« L'homme, dans la société socialiste de demain, sera plus et mieux maître de son destin. Je n'ai pas dit qu'il sera plus heureux, mais il sera plus libre de fonder lui-même son bonheur ».

Qui est qui ?

MOTS CROISES AVEC LA SECTION SOCIALISTE D'ENTREPRISE ALSTHOM

Une délégation de la section socialiste d'entreprise d'Alsthom est venue à Arras pour expliquer aux Elus socialistes cette lutte qui prend désormais figure de test national.

Le Congrès de la F.n.e.s.r a voté une motion de soutien aux travailleurs en lutte, appelant les Elus socialistes à engager une campagne de solidarité politique et financière. Les congressistes ont immédiatement voté une aide de 10 000 F. au 7 500 travailleurs de Belfort.

Pierre Meister, secrétaire administratif du comité d'établissement, Jean Morel, dessinateur, élu au comité d'établissement et Bertrand Bellan, cadre commercial, tous les trois membres de la section socialiste d'entreprise faisaient partie de la délégation.

— Pourquoi une section d'entreprise à Asthom ?

« Notre section a été créée en septembre 1971. C'était la concrétisation d'une des décisions du congrès d'Epinay. Il était indispensable de rassembler les travailleurs sur le lieu du combat principal, de la lutte contre l'exploiteur : l'entreprise. Il y avait depuis longtemps des cellules communistes à Alsthom. En créant notre section d'entreprise nous avons commencé à occuper le terrain que les communistes occupaient seuls jusque là. La section compte 70 adhérents. Mais nous sommes 300 militants socialistes à Alsthom-Belfort : les autres militent dans les sections locales de campagne ».

— Quelle action particulière votre section d'entreprise mène-t-elle dans la lutte actuelle ?

« Nos diffusions de tracts, comme celles du P.c d'ailleurs, ont d'abord été ressenties par les travailleurs comme un moyen de récupération de leur combat. Maintenant c'est différent : le Comité de soutien créé par le Parti socialiste - auquel le P.c et la C.g.t ont refusé de s'associer critiquant systématiquement toutes les initiatives du P.s d'aide aux grévistes - a eu un impact considérable sur les travailleurs.

« A Belfort l'action du Parti socialiste est comprise et soutenue par toute la population, pas seulement par la classe ouvrière ».

— En quoi la lutte que mènent les travailleurs d'Alsthom est-elle exemplaire ?

« Parce qu'il y a union à la base de tout le personnel. Même des non-syndiqués participent à l'intersyndicale. Il y a union syndicale à la base, pas union politique. Même pour cette grève nos rapports avec les cellules du P.c dans l'entreprise sont inexistants. Les militants politiques s'expriment dans leurs organisations syndicales respectives.

« Ce qui est exemplaire aussi c'est la solidarité de tout un département avec notre combat comme le prouve cette réunion des états généraux du territoire de Belfort qui a été organisée, dimanche, par la municipalité et le Conseil général »

— Votre section d'entreprise sortira-t-elle renforcée de cette lutte ?

« Notre objectif c'est d'abord de gagner. Il faut que la direction négocie vraiment, sans préalable. Mais notre section, comme les syndicats, devraient sortir renforcés de ce combat parce qu'il y a eu prise de conscience »

• **François Mitterrand** se rendra les 8 et 9 novembre prochains en Roumanie où il a été invité par le président Ceaucescu.

Composition du bureau national

Président : Hubert Dubedout.

Premier vice-président : Marcel Debarge.

Vice-présidents : Franck Serusclat ; Francis Ampe ; Jean-Louis Dieux ; Lucien Delmas ; André Samat ; Henry Delisle ; René Bonnac.

Délégué général : Antoine Blanca.

Secrétaire général : André Laignel

Secrétaire généraux adjoints : Raymond Vaillant ; Jean-Pierre Destrade.

Trésorier : Léon Fatous.

Trésorier Adjoint : Claude Bartolone.

Membres : André Billardon ; André Bussery ; Laurent Cathala ; Alain Chenard ; Nelly Commergnat ; Pierre Depersin ; René Gaillard ; Gérard Haesebroeck ; Jean-Paul Huchon ; Guy Merrheim ; Nicole Morichaud ; Louis Perrein ; Jacques Piette ; Roland Predieri ; Christian Nucci ; Josette Soulier ; René Regnault ; Pierre Zemor.

Délégué aux pouvoirs régionaux : Pierre Mauroy

Délégué aux Conseils généraux : Charles Josselin

Délégué auprès du Groupe à l'Assemblée nationale : Charles Hernu

Délégué auprès du Groupe Sénat : Jacques Carat

Délégué auprès du Groupe européen : Yvette Roudy

Télé-P.S.

MILITANTS DE COTE-D'OR, DE CREUSE, DU DOUBS, VOUS ETES BENEFICIAIRES DU SERVICE DE RIPOSTE POUR UNE SEMAINE - ABONNEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI !



Alsthom : la grève de la dignité

A Belfort, vieille ville historique, bastion de la résistance ; depuis 40 jours des femmes et des hommes, les travailleurs d'Alsthom-Atlantique, se battent, luttent pour que soient améliorées leurs conditions de vie et de travail, mais aussi pour que soit préservée leur dignité.

Depuis 40 jours, toute une ville, tout un département s'est redressé pour dire non aux méthodes patronales d'un autre siècle, à l'exploitation des hommes, à l'application de la seule loi du profit.

Depuis 40 jours, les élus socialistes ont assuré une présence constante, un soutien sans faille, une solidarité permanente avec les travailleurs d'Alsthom-Atlantique.

Depuis 40 jours, c'est l'unanimité qui a été la règle, que ce soit du côté des organisations syndicales, toutes réunies au sein de l'intersyndicale, y compris les cadres de la C.g.c, ou du côté des collectivités locales, ou même du côté de la population rassemblée massivement lors des manifestations qui se sont déroulées dans les rues de notre ville.

Mais analysons cette grève pour mieux la comprendre et recherchons les raisons de ce conflit. Elles sont d'autant plus importantes pour notre réflexion qu'aucune grande grève n'a marqué la vie de cette entreprise depuis 1936, hormis l'intermède de 1968.

Direction méprisante

Depuis 3 ans, une nouvelle direction a été mise en place par l'homme de la C.g.e et du C.n.p.f, Ambroise Roux. Venu de la S.n.i.a.s, pourvu d'un bagage que l'on disait exceptionnel, Dufour s'est révélé sans compétence, sans psychologie dans les rapports humains indispensables à la bonne marche d'une entreprise : ouvriers fichés, brimades permanentes, cadres sans initiative, suppression de 1 500 emplois.

Telles ont été les conditions de vie des 7 500 salariés depuis trois ans.

La marmite était depuis lors en ébullition. Il a suffit d'un «Centenaire» pour la faire exploser. Inconsciente dans sa démarche, méprisante à l'égard du personnel, la direction a alors montré son véritable visage en offrant en récompense de cent années de travail et de labeur aux travailleurs d'Alsthom-Atlantique, et au choix, une médaille commémorative, un stylo ou une bouteille de Cognac... C'est alors que par réaction de dignité, le mouvement de grève s'est déclenché, il y a plus de cinq semaines.

Il faut ensuite indiquer, même sommairement, qu'Alsthom-Atlantique peut et doit répondre favorablement aux revendications légitimes des travailleurs. Cette entreprise est l'une de celles qui rémunèrent le plus mal ses salariés dans notre région et à l'intérieur même du groupe. C'est l'une des seules à ne pas accorder le 13e mois. C'est aussi l'une des seules où les cadres, agents de maîtrise, sont si maltraités.

Sous le poids de cette émotion qui recouvre toute la région, les discussions ont enfin commencé. A l'issue du week-end, les délégués syndicaux étaient sceptiques, mais désireux d'aller jusqu'au bout de la concertation. Au demeurant Alsthom peut et doit payer, parce que cette entreprise qui travaille quasi exclusivement avec des entreprises nationalisées - E.d.f - S.n.c.f - etc... ne s'est assise autour d'une table de négociation que sous la pression du gouvernement. Le gouvernement dispose d'un pouvoir important, sous réserve qu'il veuille l'utiliser.

Raymond Forni *Député de Belfort*

Centrafrique

Le bokassisme sans Bokassa

Bokassa était devenu gênant. Très gênant. Mais le système Bokassa lui, était parfait. Non seulement il ne lésait aucun intérêt français, mais le temps avait tissé les mailles de relations privilégiées qui n'avaient aucune raison de se déchirer.

Ces relations là ayant été mises en cause - on n'écarte pas un empereur sans laisser des traces suspectes - Il s'agit de mener une opération en deux endroits de la planète, sous l'autorité du même commandement.

A Paris, on a choisi la dissimulation. A Bangui, on a choisi l'intervention discrète. M. Dacko a été désigné comme successeur légitime du pouvoir. Il est arrivé dans les soutes d'un avion cargo militaire français. Ses compagnons de vol lui ont expliqué ce qu'il fallait qu'il fasse. Il a donc «demandé l'aide de la France».

MM. Patassé et Goumba, les deux principaux chefs de l'opposition, ont demandé la création d'une «Table ronde de concertation» entre les différentes tendances. Ange Patassé est en prison et Abel Goumba en exil au Benin.

Ce qui semblait possible, avec «l'aide de la France», c'était d'organiser des élections sérieuses, dont le résultat aurait éclairé sur les sentiments des Centrafricains. Mais les résultats auraient pu mettre en cause «les relations privilégiées», puisque ces privilèges sont juteux sur le dos des autochtones.

Paris n'en a donc pas voulu. Dacko a repris autour de lui tous les bokassistes dévoués et prébendés. Du côté du centre de l'Afrique l'opération est donc couronnée de succès - Au moins provisoirement.

Tricastin : chargement différé

Manifestation cet après-midi

Le chargement de la centrale nucléaire de Tricastin 1, prévu pour lundi, n'avait pas commencé, hier en fin de matinée, et rien ne permettait de dire qu'il le serait dans la journée, ni même aujourd'hui, mardi.

Une manifestation, prévue en revanche pour cette après-midi à 17h, doit avoir lieu à l'appel d'un comité de liaison auquel participent notamment la C.f.d.t, la Fédération de la Drôme du P.s, les Amis de la Terre et divers mouvements écologistes.

On note cependant l'absence de la C.g.t, du P.c qui ont mené une action de leur côté en dénonçant «toute entreprise visant à l'affolement de la population». Parlant du chargement, la C.g.t a déclaré qu'elle «aurait préféré qu'il soit différé mais qu'il faut tenir compte des exigences économiques»

Pour sa part, la Fédération socialiste de la Drôme a réagi en condamnant une «précipitation qui méprise la sureté et le débat démocratique».

De son côté, le Conseil général de la Drôme, dont le président est Maurice Pic (P.s) a pris position, mercredi 31 octobre, contre le chargement des réacteurs de Tricastin 1, tant que le problème des fissures ne serait pas résolu.

Le P.s et l'Algérie

MM. Claude Estier, membre du Comité directeur, député à l'Assemblée européenne, et Michel de la Fournière, membre du Bureau du P.s, qui représentaient le P.s à Alger aux cérémonies du 25e anniversaire de la Toussaint 1954, ont été reçus samedi soir par le président Ouadli Benjedid, Président de la République algérienne, Secrétaire général du F.l.n. Ils lui ont remis un message personnel de François Mitterrand invitant officiellement une délégation du F.l.n algérien à se rendre prochainement à Paris comme hôte du Parti socialiste.

Le principe de cette invitation a été accepté du côté algérien. La date de la visite sera fixée ultérieurement.

RIPOSTE
12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Télex : 660.582 F
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition : Gérard Colé
Gérard Descotils,
Administration : Nicole Covillers
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Composition : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.